LA GESTATION POUR AUTRUI (GPA)

Remarque : le livre sur lequel je voulais travailler (La GPA de Muriel Fabre-Magnan) est indisponible, n'a pas été réédité. Aussi cette synthèse a-t-elle été réalisée à partir de documents Wikipédia et de divers articles.

I – QUELQUES CARACTERISTIQUES

I-1 La GPA est une méthode de procréation médicalement assistée mettant en jeu plusieurs personnes

- La mère porteuse inséminée par des embryons qui peuvent être conçus avec ses propres ovules, elle est alors génitrice mais qui la plupart du temps proviennent soit de la mère commanditaire (ou mère d'intention), ou d'une autre femme.
- La femme commanditaire ou mère d'intention qui désire un enfant et est dans l'incapacité de le porter elle-même.
- Le mari ou compagnon de la mère d'intention, ou un homme célibataire ou en couple homosexuel pouvant être donneur de sperme (père biologique) ou pas.

Ainsi selon les situations plusieurs conséquences sont possibles : les parents d'intention sont les parents génétiques s'ils n'ont pas eu recours à des dons de gamètes, d'ovocytes, ou de sperme, ou bien il n'existe qu'un lien génétique partiel (père ou mère) ou bien encore aucun lien génétique entre les parents et l'enfant.

I-2 Les juridictions concernant la GPA sont différentes selon les pays

- Dans un certain nombre de pays elle est interdite comme en France, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Suisse, dans certains Etats des Etats-Unis, en Chine, au Japon, en Norvège, etc...
- Dans d'autres elle est autorisée mais les conditions de son application peuvent différer soit concernant les critères d'accès (par exemple, en Russie la mère porteuse doit être âgée de 20 à 35 ans, en Israël elle doit être non mariée, avoir un enfant et être de la même religion que la mère d'intention), soit concernant l'autorisation ou non d'une rémunération en dehors des remboursements des frais liés à la grossesse (au Royaume-Uni c'est à titre gratuit, en Inde et en Russie c'est rémunéré), ou encore concernant les droits de la mère porteuse (au Royaume-Uni par exemple elle a 6 semaines de délai avant de confirmer son contrat alors qu'en Russie elle renonce dès le départ à ses droits sur l'enfant), et aussi l'accès des enfants à leur origine biologique.
- Dans d'autres la GPA ne fait l'objet d'aucune mention légale explicite et peut être tolérée par le droit médical (aux Pays-Bas) ou se pratiquer sans être encadrée juridiquement (au Danemark ou en Belgique).
- La Thaïlande, très sollicitée pour des GPA « low cost » et du fait de nombreux scandales, a pris des mesures en 2015 pour réguler la GPA. Elle est alors interdite aux étrangers, aux homosexuels et réservée aux couples infertiles, mariés depuis au moins 3 ans, l'un au moins étant de nationalité thaïlandaise. Quant à la mère porteuse elle doit avoir plus de 25 ans, être mariée, avoir déjà au moins un enfant et l'accord de son mari. L'Inde, depuis 2014, a élaboré un projet allant dans le même sens mais qui n'est pas encore appliqué.

Ces différences de statuts entraînent ce que certains appellent le « tourisme procréatif ». L'interdiction de la GPA dans certains pays peut inciter les personnes, qui financièrement en ont les moyens, à recourir à la GPA dans un pays où les conditions sont favorables. D'ailleurs des agences spécialisées mettent en relations les demandes et les offres et dans certains cas, lorsqu'il y a un vide juridique, les transactions se font de particuliers à particuliers.

II – LES DEBATS AUTOUR DE LA GPA

II - 1 Les arguments pour une interdiction de la GPA :

- Pour les législations s'inspirant du Droit romain (c'est le cas de la France), d'après l'adage « mater certa semper est », la mère est toujours certaine ; ainsi c'est l'accouchement qui la désigne comme mère et non un acte juridique. La maternité, dans une conception naturaliste est conçue prioritairement comme un lien biologique avec l'enfant. Avec la GPA il y a dissociation entre les deux figures maternelles qui sont réunies dans la maternité classique : d'un côté la mère gestatrice qui porte l'enfant et en accepte l'abandon à la naissance et d'un autre côté la mère d'intention qui accueillera l'enfant à sa naissance. Il y a donc aussi dissociation entre les relations sexuelles et la procréation, entre la génétique et la parenté.

- Le principe de l'indisponibilité du corps humain remplacé par celui de la non-patrimonialité dans l'article 16-1 du Code civil « Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable. Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial ». Pour certains, l'autorisation de la GPA ouvrirait la « boîte à Pandore » de la manipulation du vivant pouvant aller jusqu'à l'eugénisme, le transhumanisme . Le respect de la dignité de tout être humain inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen ajoute une condition supplémentaire qui risque de ne pas être prise en compte dans l'utilisation de la GPA.

- Si la mère porteuse est rémunérée, au-delà des frais engagés pour mener à bien sa grossesse, les opposants parlent alors d'une marchandisation du corps, d'une instrumentalisation de la personne qu'est la mère porteuse. Il y a location d'un ventre avec transaction financière légale ou cachée. Dans ce type de contrat il a été montré que dans la plupart des cas les mères porteuses ont un statut social inférieur à celui des parents d'intention ce qui peut conduire à une exploitation de femmes défavorisées (Inde, Thaïlande par exemple). L'enfant devient un objet de commerce et la mère porteuse un outil de production qui perd son autonomie.

- La mère porteuse pendant toute sa grossesse noue des liens biologiques et psychologiques avec le fœtus qui constituent un attachement à l'enfant dont elle doit se séparer à la naissance. Les conséquences psychiques peuvent être dommageables pour elle. De même qu'elle engage aussi sa santé du fait des risques physiques liés à la grossesse et à l'accouchement. Ceci pouvant entraîner des problèmes dans sa vie privée, dans sa propre famille.

- Des questions aussi au sujet de l'importance de la vie « in utero », de plus en plus étudiée, quant au développement de l'enfant, de son histoire. Que reste-t-il pour lui de cette période de gestation dans le ventre d'une mère porteuse ? La prééminence reconnue à l'intérêt du couple infertile peut l'emporter sur le souci du devenir de l'enfant.

- Des difficultés pour établir une filiation légale dans le pays des parents commanditaires (en France par exemple) d'autant que les législations diffèrent dans les pays acceptant la GPA. Plusieurs procès ont eu lieu à ce sujet et la France a même été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour ne pas avoir reconnu des enfants nés légalement à l'étranger d'une mère porteuse en 2014 ce qui devait faire jurisprudence. Ceci d'autant que dans le cas d'une GPA, l'anonymat de la mère biologique est impensable. Pour le moment aucun consensus en Europe concernant ce problème.

II – 2 Les arguments en faveur d'une autorisation de la GPA

- La GPA apparaît comme une solution à un problème physique et psychique douloureux, celui de l'infertilité d'origine utérine, considérée souvent comme une injustice. On peut alors voir la GPA comme une solidarité entre femmes, surtout lorsqu'elle est réalisée à titre gratuit (GPA altruiste).

- L'adoption plénière institue aussi une mère d'intention : la mère adoptive qui élèvera un enfant conçu par une autre. Il est vrai, par exemple que la France a mis longtemps à légaliser cette possibilité et même à lever le secret de l'origine de l'enfant. Les parents adoptifs sont les « vrais » parents à l'état civil. Dans ce cas le Droit remplace le lien biologique naturel : alors pourquoi pas pour la GPA ? D'autre part dans les sociétés d'aujourd'hui les structures familiales se diversifient avec de plus en plus de parents « sociaux » à côté de parents « biologiques », notamment dans les familles dites « recomposées ». Ainsi s'inventent (ou se retrouvent) de nouvelles figures de parentalité.

- La légalisation de la GPA serait de nature à limiter les pratiques clandestines et le recours à des pays étrangers qui n'est possible que pour les couples qui en ont les moyens (d'où discriminations). Elle permettrait aussi un meilleur encadrement de la procédure s'assurant notamment du consentement libre et éclairé des mères candidates pour porter l'enfant d'une autre.

- On constate au sein de la société une exigence croissante d'autonomie notamment au regard des choix de vie des individus. Au respect de la dignité s'oppose la liberté de disposer de soi, de déterminer ce qui est de l'ordre de sa propre dignité. Un consentement libre de chacune des parties concernées permettrait la GPA. La liberté individuelle est inscrite dans la Constitution et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

- Pour les femmes acceptant d'être mères porteuses et ayant des convictions religieuses, le faire gratuitement correspond à un don en direction des femmes stériles et s'il y a rémunération elle permet aux parents d'intention de se sentir symboliquement reconnaissant.

III – QUELQUES REMARQUES SUPPLEMENTAIRES

III -1 Une loi n'empêche pas les risques qu'elle vise à prévenir

- Les accidents médicaux , les inconvénients d'ordre physiologique ou psychique ne seront pas évités et devront être pris en compte.

- De même la Loi n'empêchera pas de façon sûre des pratiques clandestines de transferts d'argent, ni des tentations de pression ou de chantage d'un côté ou de l'autre.

III - 2 Une GPA « sur ordonnance » ?

La GPA ne peut être éthiquement acceptable du seul fait qu'elle s'inscrirait dans un cadre médical. Certains, sans se prononcer en faveur d'une légalisation de la GPA, souhaiteraient que soient apportées des dérogations fondées sur des motifs d'ordre médical. Il s'agirait alors d'une légalisation partielle sous conditions et contrôle de comités spécialisés. Or les enjeux liés à la GPA dépassent largement les problèmes médicaux.

III - 3 Le problème de la préservation de l'intérêt des personnes

La GPA fait intervenir plusieurs personnes, au moins trois. Or le rôle premier du droit est d'organiser les rapports sociaux en protégeant et en conciliant les intérêts en présence ce qui s'avère difficile dans le cas de la GPA. Comment établir, en cas de problème la responsabilité de chacun ? Comment sécuriser la filiation de l'enfant ? Les choix opérés par les pays qui autorisent la GPA sont divers, certains protégeant mieux la gestatrice (la Grande-Bretagne par exemple), d'autres plutôt les parents d'intention (la Grèce).

CONCLUSION

Certaines personnes rappellent que la GPA, bien avant que l'on se pose la question de son statut légal, est une pratique « vieille comme le monde » (même présente dans la Bible : la servante Agar donnant un fils à Abraham dont la femme Sarah est stérile), tolérée pendant des siècles.

Aujourd'hui, en France, les débats autour de la GPA sont loin d'être terminés. Les projets de révision de la loi de bioéthique de juillet 2011 ont donné lieu cette année à de nombreuses réflexions mettant en évidence les conflits de valeurs existant dans la société, notamment entre les défenseurs de la famille traditionnelle (père, mère, enfants liés biologiquement) et les partisans d'une bioéthique plus ouverte. La contribution du CCNE dans son dernier avis de septembre 2018 en vue de contribuer à cette révision propose de lever plusieurs interdits (PMA pour toutes les femmes, suppression de l'anonymat de don de gamètes, autoconservation des ovocytes etc...) mais a réaffirmé son opposition à la GPA, sujet qui divise toujours la société (dans un dernier sondage récent ½ français serait favorable à la légalisation de la GPA).

Pour la juriste Laurence Brunet « Tout est à construire : la GPA est une aventure inédite ».

Remarque : cette synthèse est volontairement peu développée, laissant toute la place à un développement oral et surtout aux discussions entre nous, à venir !